**AUTORISATION INDIVIDUELLE D’EXERCICE DES FONCTIONS PAR TELETRAVAIL OU A DISTANCE**

Le Maire (Président) de……………………...............................................................................,

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l’épidémie de covid-19 dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire,

Considérant que les agents dont les fonctions peuvent être exercées totalement ou principalement à distance doivent être placés en télétravail

Considérant la mesure de confinement entrée en vigueur à compter du jeudi 29 octobre à minuit ;

Considérant qu’il est nécessaire d’organiser l’exercice de certaines missions en télétravail ou travail à distance partiellement ou totalement pour assurer la continuité du service public ;

Considérant que l’urgence de la situation sanitaire ne permet pas la consultation du Comité Technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er:** A compter du …………..et pour une période de ……………, M/ Mme (nom, prénom)………………., exerçant les fonctions de ………..est autorisé à exercer ses fonctions en télétravail /à distance selon les modalités suivantes :

* Quotité hebdomadaire de service télétravaillée ou travaillée à distance:…………………..
* Durée de travail par jour:…………………………
* Lieu d’exercice des missions:……………………
* Moyens fournis par la collectivité (le cas échéant: ordinateur portable, telephone mobile…):………………..

**ARTICLE 2 :** Durant sa période de télétravail, M/Mme ………….. bénéficiera des mêmes droits et sera soumis aux mêmes obligation que les agents exerçant sur leur lieu d’affectation.

**ARTICLE 3** : le …….(Maire/Président/DGS,…) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’agent.

Fait à ……………. Le ..............................

Le Maire (Président)

L’autorité territoriale :

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
* informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers ou par l’application Internet Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr/) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
* Notifié à l’intéressé(e) le ......................................

Signature de l’agent :